

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société DOURDIN
de respecter les dispositions des articles 3.1.2, 3.2.1, 3.2.2 et 3.2.4 de l'arrêté préfectoral
du 24 octobre 2012 et l'article 58 - III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998
pour son établissement situé à SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n°2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 autorisant la S.A. DOURDIN à exploiter une activité de fabrication de films adhésifs à SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 25 octobre 2024 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 4 novembre 2024 et réceptionné le 4 novembre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 4 novembre 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 18 novembre 2024;

Considérant ce qui suit :

1. l'inspection des installations classées a fait réaliser un prélèvement pour analyse sur le rejet atmosphérique canalisé de l'oxydateur thermique du site (conduit n°1) le 18 septembre 2024 par le laboratoire de contrôle ENTIME ;
2. le rapport d'analyse du 10 octobre 2024 réalisé par la société ENTIME montre une concentration en composés organiques volatils non méthanique (COVnm) de 279 mg/Nm³ ;
3. l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 susvisé fixe une concentration limite admissible en COVnm de 50 mg/Nm³ sur ce paramètre ;
4. la concentration mesurée en COVnm sur le conduit n°1 ne respecte donc pas la valeur limite admissible ;
5. l'oxydateur thermique de la société DOURDIN a été mis à l'arrêt depuis le 7 octobre 2024 suite à un dysfonctionnement ;
6. l'installation ATLAS dont les émissions atmosphériques de COV sont captées et traitées par l'oxydateur thermique n'a pas été mise à l'arrêt ;
7. la société DOURDIN n'a pas apporté de justification sur l'absence de risques sanitaires inacceptables d'un fonctionnement de l'installation ATLAS sans traitement de ses rejets ;
8. l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre susvisé précise qu'en cas de dysfonctionnement de l'incinérateur (oxydateur thermique) les activités dont les rejets sont pris en charge par l'incinérateur sont mises à l'arrêt, sauf justification de l'absence de risques sanitaires inacceptables ;
9. la société DOURDIN ne respecte donc pas les dispositions de l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 susvisé ;
10. l'inspection des installations classées a constaté que les rejets canalisés des opérations d'impression sérigraphique (conduits n°5 et n°8) ont été supprimés ;
11. l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre susvisé précise que les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ;
12. l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre susvisé précise que des opérations d'impression sérigraphique font l'objet d'une extraction mécanique des solvants (conduits n°5 et n°8) ;
13. les installations d'impression sérigraphiques ne sont donc pas exploitées conformément aux dispositions des articles 3.2.1 et 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 susvisé ;

14. l'inspection des installations classées a constaté que le dernier rapport d'analyse sur les conduits n°4, 5, 6, 7 et 8 de la société KALI'AIR fourni par la société DOURDIN correspond à des prélèvements pour analyses réalisées en juin 2017 ;

15. l'article 58 - III de l'arrêté préfectoral du 2 février 1998 susvisé précise qu'un contrôle est réalisé annuellement sur ces conduits ;

16. la société DOURDIN ne respecte donc pas la fréquence de contrôle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société DOURDIN, ci-après dénommée l'exploitant dont le siège social est situé 25 rue Emile Vandamme 59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, est mise en demeure pour son site situé à la même adresse de respecter :

- dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions de l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 susvisé qui précisent : « En cas de dysfonctionnement de l'incinérateur de nature à remettre en cause le rendement d'épuration de 98,5 %, les activités dont les rejets de COV sont pris en charge par l'incinérateur sont mises à l'arrêt. L'inspection des installations classées est informée et peut autoriser le redémarrage des installations sous réserve d'une demande présentée par l'exploitant dûment justifié sur l'absence de risque sanitaire inacceptable et l'engagement de remise en service de l'incinérateur dans les meilleurs délais. » ;
- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 susvisé en fournissant un rapport de contrôle réalisé par un organisme ou laboratoire agréé suite à prélèvement sur le conduit n°1 et justifiant d'une concentration en COVnm inférieure à 50 mg/Nm³ ou 20 mg/Nm³ si le rendement d'épuration est inférieur à 98 % ;
- dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions des articles 3.2.1 et 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 susvisé en mettant en place une extraction mécanique des solvants pour capter et canaliser les COV émis par les installations de sérigraphie ;
- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 24 octobre 2012 en fournissant un rapport de contrôle réalisé par un organisme ou laboratoire agréé suite à prélèvement pour analyse des paramètres débit et COVnm sur les conduits n°5, n°6 et n°8.

Soit en cessant de produire sur la ligne ATLAS, soit en fournissant à l'inspection de l'environnement une étude de risques sanitaires justifiant de l'absence de risque inacceptable.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;

- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2024>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le 02 DEC. 2024

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

